

MANIFESTE

«Pas d'étés à 50°C!»

Vagues de chaleur étouffantes, sécheresses, orages violents, feux de forêt incontrôlables : l'été 2026 illustre brutalement le réchauffement climatique et notre impréparation. Si les personnes les plus vulnérables et les plus exposées au travail ou chez elles en pâtissent directement, c'est tout le vivant ainsi que nos moyens de subsistance qui sont touchés. À l'échelle mondiale, les catastrophes s'enchaînent et frappent de plein fouet les populations. Il s'agit d'une véritable menace existentielle.

Cette nouvelle réalité n'est qu'un début. Sans changement de cap, la Suisse pourrait atteindre les 50°C en été d'ici 2050. Nous refusons cet avenir invivable où se confiner deviendrait le seul moyen de survivre.

Éviter l'ingérable, gérer l'inévitable

Freiner le réchauffement est une urgence absolue. Mais nous devons aussi nous adapter et anticiper les impacts connus. Il nous faut un véritable plan d'urgence : réduire massivement nos émissions de gaz à effet de serre pour éviter le pire, tout en adaptant nos communes, nos logements, nos espaces de travail et nos services publics à ce climat qui change déjà.

Un sursaut nécessaire

Jusqu'ici, les réponses politiques sont loin d'être à la hauteur. Les émissions suisses ne sont pas sur la bonne trajectoire. Pire : sous la pression notamment de la droite, de l'extrême droite et des lobbies fossiles – incarnés par le Conseiller fédéral Albert Rösti –, l'action climatique recule. Si des plans climat ont émergé grâce aux mobilisations citoyennes, ils demeurent insuffisants, affaiblis et retardés par les majorités politiques actuelles.

L'adaptation est elle aussi négligée. Cet été a encore souligné des inégalités criantes : selon nos revenus, notre travail, notre logement ou notre origine, nous ne sommes ni exposé·e·s de la même manière, ni en capacité de nous adapter de façon égale aux conséquences du réchauffement climatique.

Un sursaut s'impose. La catastrophe est déjà là, nous avons les moyens d'en réduire massivement l'impact et de nous y adapter, mais seulement si nous enclenchons une véritable bifurcation. Dans nos quartiers, nos lieux de travail, nos écoles, nos communes et dans les lieux de décision, nous devons nous organiser collectivement pour imposer une transformation à la hauteur des enjeux.

Manifestons:

- pour que toutes les vies soient protégées, en particulier les plus vulnérables
- pour transformer le système économique en profondeur afin de réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre
- pour que l'urgence climatique soit traitée en priorité absolue, aux niveaux politique, budgétaire, social et économique

1. Protégeons nos espaces de vie

Ni bouilloires thermiques, ni passoires thermiques, ni îlots de chaleur. Pour des espaces de vie habitables toute l'année, nous exigeons:

- la rénovation thermique des logements mal adaptés au climat et des mesures de rafraîchissement passives (stores, couleurs claires, végétalisation, etc.) sans hausses de loyers ni expulsions,
- l'instauration de normes de construction respectant les limites planétaires et adaptées au nouveau climat (zéro chauffages fossiles, matériaux durables, réduction de l'usage du béton, etc.),
- en période de canicule, des lieux frais gratuits et accessibles à toutes et tous (refuges climatiques) et la gratuité des piscines publiques,
- un accès généralisé de la population aux lacs et aux cours d'eau pour se rafraîchir.

2. Santé au travail pour toutes et tous

Hôpitaux, écoles, crèches, chantiers, cuisines... les lieux de travail se transforment en fournaises, mettant en danger la santé des travailleurs·euses et des bénéficiaires de ces services. Les employeurs ont la responsabilité de protéger leur personnel. Nous exigeons:

- des mesures contraignantes de protection de la santé, allant jusqu'à l'arrêt des activités,
- l'augmentation des pauses pour les emplois exposés, la diminution du temps de travail et l'adaptation des horaires sans perte de salaire,
- un droit au salaire garanti en cas d'arrêt ou diminution de travail ou de prise en charge de personnes vulnérables,
- l'adaptation prioritaire des hôpitaux, crèches, EMS, etc. en privilégiant des solutions écologiques,
- la valorisation et la création d'emplois dans les domaines du *care* (soin, accompagnement, aide, etc.) et de la transition ainsi que la mise en place d'un revenu de reconversion.

3. Une agriculture résiliente qui nourrit la population

Sécheresse, grêle, inondations... l'agriculture suisse, déjà sous forte pression économique, subit une menace existentielle. Une agriculture paysanne résiliente est indispensable pour garantir une alimentation saine et durable tout en protégeant le climat, les sols et la biodiversité. Nous exigeons:

- un plan de souveraineté alimentaire garantissant des revenus dignes et équitables pour les paysan·es et les travailleurs·euses agricoles et privilégiant la culture de produits végétaux pour l'alimentation humaine plutôt qu'à destination de l'élevage ou de l'industrie
- le droit à une alimentation saine, locale, durable et accessible pour toute la population (caisses de l'alimentation, etc.),
- l'adaptation des cultures face aux défis climatiques (fin du soutien aux cultures de tabac et de betterave sucrière, couverture et préservation des sols, etc.) et un soutien aux pratiques agricoles résilientes et diversifiées, à faible impact écologique (agroécologie, etc.),
- un partage équitable, démocratique et sécurisé de l'accès à l'eau pour toutes les fermes agricoles,
- le refus des accords de libre-échange (Mercosur, Malaisie, etc.) qui ne respectent pas les principes de durabilité, mettent en péril l'agriculture locale et menacent les populations du Sud global.

4. Pour un tournant dans les transports

Les transports sont le premier secteur responsable des émissions territoriales de gaz à effet de serre en Suisse et le seul dont les émissions ne diminuent pas. Le trafic aérien, lui, augmente sans limites. Nous exigeons:

- des mesures fortes de réduction du trafic individuel motorisé,
- le développement d'une offre des transports publics efficace, abordable, voire idéalement gratuite à l'échelle locale,
- la création massive d'infrastructures pour les mobilités actives (vélos, piétons, etc.) et un aménagement du territoire compact (ville à 15 minutes),
- une taxation dissuasive sur l'importation de véhicules thermiques individuels en vue de leur interdiction progressive et un soutien à la mobilité électrique en priorité pour les zones excentrées, les personnes à mobilité réduite et le transport de matériel,
- l'interdiction des jets privés et la limitation drastique du trafic aérien.

5. Protéger nos liens d'interdépendance avec le vivant

Face aux événements climatiques extrêmes, la nature, dont nous faisons partie, est notre meilleure alliée. Forêts, sols, cours d'eau et espaces verts rafraîchissent nos villes et villages, absorbent les excès d'eau, stockent du carbone et abritent la biodiversité. Nous exigeons:

- une meilleure protection de la biodiversité, la renaturation des cours d'eau et des zones humides, ainsi que la protection et l'adaptation des forêts,
- la limitation de l'artificialisation des sols, la végétalisation et la désimperméabilisation des espaces bétonnés, notamment des préaux d'école et des places de stationnement,
- la gestion des eaux de pluie et la protection de la biodiversité urbaine par le développement de «villes-éponges»,
- le rejet des fausses solutions (maladaptation): nous devons prendre en compte les neuf limites planétaires.

6. Stop aux grands projets nocifs

Mettons un coup d'arrêt à tous les projets qui augmentent nos émissions de CO₂ et nous rendent plus dépendant·e·s des énergies fossiles et plus vulnérables aux aléas climatiques en détruisant forêts, sols et terres agricoles. Nous exigeons:

- l'arrêt immédiat de toute extension d'autoroutes et d'aéroports,
- un moratoire sur les nouvelles grandes installations énergivores et destructrices (gravières, datacenters, etc.),
- le maintien de l'interdiction de nouvelles centrales nucléaires,
- la diminution des dépenses militaires (avions de combat, etc.),
- l'interdiction de la publicité et du sponsoring pour les produits nocifs pour l'environnement et la santé,
- la mise à l'écart des lobbies privés nocifs pour la santé et l'environnement dans les processus politiques ainsi qu'une stratégie de lutte contre la désinformation climatique.

7. De l'argent pour faire face au défi climatique

Pour limiter le réchauffement climatique et s'y adapter, un changement net de paradigme économique est nécessaire et des investissements considérables sont indispensables, notamment dans les services publics. Ce sont les principaux responsables de la crise écologique qui doivent les financer. Nous exigeons:

- la fin des politiques d'austérité budgétaire et le retrait des mécanismes de «frein à l'endettement» pour donner des moyens à la transition écologique et sociale,

- des fonds climat aux niveaux national et cantonal financés par une taxe reposant sur les bénéfices des entreprises et des banques qui tirent leurs revenus des énergies fossiles, ainsi que sur les revenus et patrimoines très élevés,
- l'introduction de prêts à taux d'intérêt différenciés favorisant les projets éco-compatibles et pénalisant les activités nuisibles pour le climat et le vivant.

8. Une Suisse à la hauteur de ses responsabilités

Les émissions directement produites sur notre territoire ne représentent qu'une petite part de notre impact climatique réel. Entre les importations massives, sa place financière et des multinationales irresponsables, la Suisse joue un rôle de premier plan dans le pillage du Sud global, l'accaparement des terres, l'exploitation violente et la destruction des écosystèmes. Nous exigeons:

- une stratégie nationale de réduction des émissions liées à nos importations,
- l'arrêt immédiat de tout financement, par les acteurs suisses (place financière, fonds de pension, assurances, etc.), de l'expansion des énergies fossiles et de la destruction des écosystèmes,
- une augmentation de la contribution suisse à la transition et à l'adaptation des pays du Sud, en raison de notre responsabilité historique dans l'expansion fossile,
- la fin de la concurrence fiscale qui favorise l'implantation de multinationales irresponsables sur notre territoire,
- le renforcement et l'accélération des plans et lois climat, avec un suivi rigoureux et transparent de leur mise en œuvre.